

KILM 17. Pauvreté, répartition des revenus, emploi par catégorie de revenus et travailleurs pauvres

Introduction

Les tableaux 17a et 17b présentent deux des indicateurs qui ont été utilisés pour suivre les progrès réalisés vers le premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies : « Eradiquer l'extrême pauvreté et la faim » lorsque les OMD étaient en vigueur. La proportion de la population vivant en dessous du seuil international de pauvreté de 1,25 dollars des Etats-Unis par jour était un des indicateurs sélectionnés dans le cadre de la cible 1A de l'OMD 1 (sur l'éradication de la pauvreté); et la proportion de personnes dans l'emploi vivant en dessous du seuil international de pauvreté de 1,25 dollars des Etats-Unis par jour (les travailleurs pauvres) était l'un des indicateurs sélectionnés pour suivre les progrès réalisés vers la deuxième cible (1B) relative au travail décent de cet objectif.¹ Les OMD se sont terminés en 2015, et 17 objectifs de développement durable (ODD) ont été fixés pour leur succéder.² Le premier ODD étant d'« éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde », l'indicateur sur la population vivant avec moins de 1,25 dollars des Etats-Unis par jour a été conservé pour mesurer les progrès réalisés vers la cible 1.1. Les tableaux 17a et 17b présentent également d'autres mesures du bien-être économique, comme la population dans l'emploi par catégories de revenus (délimitées par différents seuils de consommation par membre du ménage), des estimations de la population vivant en-dessous des seuils de pauvreté définis au niveau

¹ Le premier objectif du Millénaire comprenait trois cibles et neuf indicateurs, voir la liste officielle à l'adresse :

<http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Host.aspx?Content=Indicators/OfficialList.htm>

² On peut trouver la liste officielle des objectifs de développement durable avec leurs cibles (y compris pour le premier objectif) à l'adresse : <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

national, et le coefficient de GINI qui mesure le degré des inégalités de la répartition des revenus.

Les informations sur la pauvreté des tableaux 17a et 17b portent presque entièrement sur les économies en développement car les données similaires n'existent pas pour la plupart des économies à revenu élevé, où l'extrême pauvreté est plus rare. Le coefficient de Gini est présenté uniquement pour les pays pour lesquels on dispose d'informations sur la pauvreté ; cependant, cette statistique est disponible également pour de nombreuses économies à revenu élevé auprès de la base de données initiale (la Banque mondiale). Le tableau 17b présente les estimations pour les « travailleurs pauvres », définis comme la proportion des personnes dans l'emploi dans un ménage dont les membres vivent en dessous du seuil international de pauvreté de 1,25 dollars des Etats-Unis ainsi que la répartition complète de l'emploi en fonction de cinq catégories de revenus.

Utilisation de cet indicateur

L'intérêt de ces mesures de la pauvreté, de la répartition des travailleurs en fonction des différentes catégories de revenus et des inégalités de revenus tient aux informations fournies par ces indicateurs sur les résultats des processus économiques au niveau national, et sur l'accès des différents groupes de personnes aux biens et aux services. Les informations relatives à la pauvreté montrent les chiffres absolus et la proportion de la population dont les niveaux de consommation ou de revenus sont « inacceptablement » faibles, alors que les séries sur l'emploi par catégories de revenus et sur les inégalités montrent les disparités de consommation et de revenus entre les différentes catégories sociales au sein d'un pays. Les mesures de la pauvreté sont extrêmement importantes car elles montrent le niveau de vie et de bien-être d'un pays. En outre, le seuil de pauvreté permet d'attirer l'attention des

gouvernements et de la société civile sur les conditions de vie des personnes qui vivent dans la pauvreté et permet la nécessité d'avoir des politiques publiques et des programmes de réduction de la pauvreté et d'amélioration du niveau de vie des personnes dans la société. Les analyses des informations sur la pauvreté dans le temps, lorsqu'elles sont comparables, sont essentielles pour suivre les augmentations ou réductions de l'incidence de la pauvreté, et permettent d'évaluer les résultats des programmes de réduction de la pauvreté. Toute évaluation de la pauvreté peut également contribuer à en expliquer les causes éventuelles, une étape importante pour trouver une solution.

Dans les années 1990, décennie caractérisée par l'accroissement de la mondialisation et du nombre d'économies de marché, la communauté internationale a de plus en plus considéré la pauvreté comme un défi majeur. Le premier des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies³ était d'« éradiquer l'extrême pauvreté et la faim » avec pour cible spécifique de « Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour ».⁴ L'engagement de

³ Dans le cadre de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies, afin de « créer – aux niveaux tant national que mondial – un climat propice au développement et à l'élimination de la pauvreté », la communauté internationale a adopté une série d'objectifs internationaux destinés à réduire la pauvreté et à améliorer le développement humain. Un groupe d'experts du secrétariat des Nations Unies, du BIT, du FMI, de l'OCDE et de la Banque mondiale a adopté un cadre de huit objectifs, 21 cibles et 60 indicateurs pour mesurer les progrès. Ces indicateurs sont interdépendants et représentent un partenariat entre économies développées et économies en développement. Pour plus d'informations sur les Objectifs du millénaire pour le développement, voir à l'adresse : <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/>

⁴ L'objectif du millénaire pour le développement sur la pauvreté était exprimé en termes de proportion. L'objectif était de réduire de moitié la proportion de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour. Comme les populations tendent à augmenter avec le temps, une baisse de la proportion de la population pauvre ne se traduit pas forcément par une réduction du nombre réel de personnes pauvres. Le seuil international pour la pauvreté de 1,25 dollars par jour a actuellement

lutter contre la pauvreté a été maintenu et renforcé dans les successeurs des OMD, les objectifs du développement durable (ODD) dont le premier consiste à « éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde ». La cible correspondante est « d'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 dollars des États-Unis par jour) ».

La pauvreté dans le monde développé est souvent associée au chômage, mais l'extrême pauvreté en dessous de 1 dollar par jour qui existe dans une grande partie du monde en développement est dans une large mesure associée à des personnes qui travaillent, et c'est pour cette raison que la deuxième cible de l'OMD 1 était d'assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif ». La majorité de la population en âge de travailler qui vit dans la pauvreté doit travailler pour survivre et faire vivre leurs familles dans un contexte où il n'existe aucun système efficace de protection sociale ni de filet de sécurité sociale. Pour ces travailleurs qui vivent dans la pauvreté, le problème est généralement celui de la mauvaise *qualité* de l'emploi, avec des salaires faibles ou des niveaux faibles de revenus et de productivité du travail. Voilà pourquoi pour réduire les taux de pauvreté conformément à l'ancien OMD et au nouvel ODD, il faut favoriser l'instauration d'un climat propice à une amélioration des opportunités d'emploi et des revenus des travailleurs pauvres.

Il est important de remarquer que les mesures de la pauvreté, de l'emploi par catégorie de revenus et des inégalités présentées ici se concentrent uniquement sur l'un des aspects de la pauvreté absolue et relative. Elles se concentrent sur le revenu des personnes ou sur la consommation privée mais n'abordent pas directement les privations dans d'autres domaines, comme l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'emploi productif, et à la participation à la vie sociale et politique. Une analyse globale de la pauvreté et des inégalités devrait inclure un lien vers ces autres dimensions, qui sont appréhendées au moins

remplacé le seuil de 1 dollar par jour (voir l'encadré 17). Ce seuil de pauvreté a été actualisé sur la base des niveaux de prix de 2005 et les niveaux de prix recueillis dans le cadre du Programme de comparaison internationale (PCI).

partiellement par certains des autres indicateurs des KILM.

Définitions et sources

En raison des multiples dimensions de la pauvreté, il existe différentes conceptions théoriques pour sa mesure. Nous en décrivons trois ci-dessous :

1. Une approche courante consiste à analyser les informations sur le revenu monétaire ou la consommation personnelle au lieu des informations sur le développement humain. Les informations sous-jacentes portent, dans la plupart des cas, sur les dépenses personnelles destinées à la consommation et, dans quelques cas seulement, au revenu personnel. Il peut en effet s'avérer difficile d'obtenir des informations sur les revenus dans les enquêtes et cette information ne reflète pas nécessairement totalement le niveau de vie « réel » des ménages. Mesurer la pauvreté de cette façon présente l'inconvénient que les enquêtes auprès des ménages varient d'un pays à l'autre et dans le temps, ce qui réduit la comparabilité des informations (voir la section «Limites de la comparabilité» ci-dessous).

L'un des éléments essentiels de l'utilisation de la mesure du revenu ou de la consommation personnelle pour mesurer la pauvreté est qu'il faut établir un seuil de pauvreté, un niveau de revenu ou de consommation prédéterminé en dessous duquel une personne (ou un ménage) est considéré(e) comme pauvre. L'incidence de la pauvreté est généralement la mesure de la partie de la population dont les dépenses de consommation sont au-dessous de ce niveau prédéterminé. Beaucoup de pays ont adopté un seuil national de pauvreté, en utilisant des seuils basés sur le montant du revenu nécessaire pour acheter une quantité spécifique de nourriture. Il est également utile de mesurer la pauvreté en fonction de seuils de pauvreté internationalement comparables car cela permet d'élaborer des estimations de la pauvreté au niveau mondial. La Banque mondiale a établi deux seuils internationaux de pauvreté, à

1,25 dollars et à 2 dollars de consommation par personne et par jour.

2. Une deuxième perspective repose sur l'approche des « besoins essentiels » et reflète les privations au niveau des exigences matérielles minimales pour satisfaire les besoins de la personne, qui comprennent entre autre la nourriture et l'emploi. Ce concept va bien au-delà du manque de revenus car il prend en compte les besoins en matière de soins de santé de base et d'éducation ainsi que l'accès à des services essentiels comme l'eau potable. Outre l'indicateur du développement humain (IDH), le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a introduit en 1997 le concept d'Indice de la pauvreté humaine (IPH) pour les économies en développement, avant de le remplacer ensuite en 2010 par l'indice de la pauvreté multidimensionnelle (IPM).⁵ L'indice de la pauvreté humaine est un indice composite visant à appréhender l'étendue des privations dans la vie humaine, et notamment à prendre en compte le cumul de privations subies.
3. La troisième approche, qui combine des éléments des deux approches précédentes, porte sur les capacités nécessaires à l'insertion d'une personne dans une société particulière, en partant de l'hypothèse qu'il existe un niveau minimum acceptable de ces capacités. Cette approche recouvre un grand nombre de capacités, qui peuvent aller de la capacité à être bien nourri dans une économie à faible revenu, à des réalisations sociales plus complexes dans une économie à revenu élevé comme la capacité à connaître les rudiments de l'informatique (dans l'hypothèse qu'une personne qui ne possède aucune connaissance en informatique va probablement rencontrer des difficultés pour entrer sur le marché du travail dans une économie développée). La pauvreté est définie en termes d'exclusion de la société normale, notamment en étant exclu du marché du travail. L'analyse de la pauvreté

⁵ Pour avoir plus d'informations sur l'Indice de la pauvreté multidimensionnelle du PNUD, voir à l'adresse : <http://hdr.undp.org/fr/content/indice-de-la-pauvrete-multidimensionnelle-ipm>

sous cet angle a conduit à l'élaboration du concept d' « exclusion sociale ».

4. Enfin, le coefficient de Gini est une mesure directe bien connue du degré des inégalités dans la répartition des revenus ou de la consommation. Il porte sur la répartition cumulée des revenus ou de la consommation (représentée par la courbe de Lorenz) et estime l'écart de cette courbe par rapport à l'égalité parfaite.

Les données présentées pour les seuils de pauvreté nationaux et internationaux et pour le coefficient de Gini ont été obtenues à partir de la série d'indicateurs du développement de la Banque mondiale.⁶ Les séries de données présentées dans le tableau 17a impliquent le recours aux seuils de pauvreté, les taux de pauvreté étant le pourcentage de la population qui vit sous ce seuil. Les seuils de pauvreté nationaux se basent sur les évaluations de la pauvreté du pays par la Banque mondiale, alors que les seuils internationaux de pauvreté se fondent sur les tabulations provenant d'enquêtes primaires auprès des ménages représentatives au niveau national publiées dans la base de données PovcalNet. Les estimations du coefficient de Gini se fondent sur des enquêtes nationales auprès des ménages, complétées par la base de données de

⁶ Les données relatives à la pauvreté nationale et internationale et le coefficient de Gini proviennent de la Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde en ligne. Les données sur la répartition de la population par catégories de revenus ont été téléchargées de PovcalNet, un outil interactif de calcul en ligne géré par la Banque mondiale qui permet aux utilisateurs de refaire les calculs des chercheurs de la Banque mondiale pour estimer l'étendue de la pauvreté absolue dans le monde. PovcalNet est disponible en ligne à l'adresse : <http://iresearch.worldbank.org/povcalnet/>. Il est important de noter qu'il existe des alternatives aux estimations de la Banque mondiale relatives à la pauvreté, et que la question de savoir quelles sont les « meilleures estimations » fait l'objet d'un débat dans la communauté des chercheurs. Voir par exemple l'étude du BIT sur les estimations alternatives de la pauvreté, Karshenas, M. : *Global Poverty: New National Accounts Consistent and Internationally Comparable Poverty Estimates*, BIT (Genève 2002).

l'étude sur les revenus du Luxembourg pour les économies à revenu élevé.⁷

Les estimations de l'emploi par catégorie de revenus, qui répartissent l'emploi en cinq catégories fondées sur la consommation des ménages (voir l'encadré 17) se fondent également sur les seules enquêtes primaires auprès des ménages représentatives au niveau national qui incluent des questions sur la situation par rapport à l'emploi. Pour inclure dans le tableau 17b une estimation de l'emploi par catégories de revenus, il faut que la définition de l'emploi soit suffisamment conforme à la définition internationale de l'emploi de la résolution adoptée par la 19^e Conférence internationale des statisticiens du travail.⁸ Pour les pays et les années pour lesquels on dispose de données sur la répartition provenant de la base de données PovcalNet de la Banque mondiale, mais pas d'estimations nationales de l'emploi par catégories de revenus, on dérive ces estimations grâce à un modèle économétrique du BIT mentionné dans l'encadré 17.

Les seuils de pauvreté nationaux, urbains, et ruraux sont spécifiques à chaque pays. Le choix des seuils peut être influencé par plusieurs facteurs, comme les besoins nutritionnels, les besoins de consommation de base ou les niveaux minimaux acceptables en matière de besoins de consommation. La population en dessous du seuil national de pauvreté ne peut pas directement être comparée d'un pays à l'autre. Ces seuils de pauvreté peuvent aussi changer avec le temps pour tenir compte des nouvelles évolutions ou de nouvelles données, ce qui remet en cause la comparabilité dans le temps également.

Le seuil international de pauvreté utilise un montant financier en dollars constants, converti en un montant en devise nationale grâce à la parité de pouvoir d'achat (PPA) au lieu des taux de change des marchés des devises. Si l'on prend le seuil de pauvreté de 1,25 dollars par exemple, ce montant sera converti en un montant équivalent dans la monnaie du pays en question, en utilisant le facteur de conversion de la parité de pouvoir d'achat. Cette mesure permet de faire des comparaisons dans l'espace et dans le temps.

⁷ Pour avoir plus d'informations sur l'étude sur les revenus du Luxembourg, voir <http://www.lisdatacenter.org/> (en anglais).

⁸ Voir le texte du KILM 2 pour avoir plus de détails sur la définition de l'emploi de la CIST.

La troisième série de données de cet indicateur, le coefficient de Gini, est une mesure commode et fréquemment utilisée du degré des inégalités de revenus. Le coefficient de Gini mesure l'écart entre une répartition parfaitement égale des revenus (ou dans certains cas, des dépenses de consommation) et leur répartition dans un pays donné entre les personnes ou les ménages. On construit pour cela une courbe de Lorenz qui met en regard les pourcentages cumulés du revenu total et le nombre cumulé de personnes percevant ce revenu, en commençant par les personnes ou les ménages les plus pauvres. Le coefficient de Gini mesure l'aire comprise entre la courbe de Lorenz et une ligne hypothétique d'égalité parfaite, exprimée en pourcentage de l'aire maximale située au-dessous de la ligne. Le coefficient de Gini est égal à zéro pour une égalité parfaite des revenus et à 100 pour une inégalité parfaite. Comme pour toutes les mesures synthétiques, il ne peut pas pleinement appréhender les différences entre les pays et dans le temps de la part cumulée des différents groupes (fractales) de la population pour les revenus ou la consommation, représentée par la courbe de Lorenz.

Enfin, **les estimations de l'emploi par catégories de revenus** montrent la répartition des personnes dans l'emploi en fonction de seuils de consommation par habitant qui délimitent une catégorie de revenus. Les estimations de l'emploi par catégories de revenus, qui combinent les caractéristiques du marché du travail aux données sur les catégories de consommation pour les ménages, donne une meilleure image des liens entre emploi et situation économique. En raison des liens importants entre emploi et bien-être matériel, l'évaluation parallèle de ces deux éléments donne également un aperçu plus détaillé de la dynamique de la création d'emplois productifs, la réduction de la pauvreté et la croissance de la classe moyenne dans le monde.

Limites de la comparabilité

Il ne vaut mieux ne pas faire de comparaisons entre les pays en utilisant les seuils de pauvreté nationaux, car ces derniers ne reflètent aucune norme internationalement convenue sur la pauvreté. Cependant, lorsqu'on se limite à un pays et que le même seuil de pauvreté a été utilisé de façon cohérente dans le temps, l'analyse des tendances et des structures de la pauvreté peut être révélatrice et dans bien des cas, plus utile pour tirer des

conclusions sur le pays que l'analyse des seuils internationaux de pauvreté.

Au niveau des pays, des facteurs comme les modifications du type d'enquêtes, ou des procédures de collecte des données peuvent avoir une incidence sur les comparaisons dans le temps. Les conditions climatiques pour l'agriculture et les catastrophes naturelles et économiques ont une incidence sur les taux de pauvreté, et l'appartenance à un groupe pauvre peut varier d'une année sur l'autre, car certains sortent de la pauvreté alors que d'autres y tombent.

Quant aux estimations fondées sur un seuil international de pauvreté, le recours à la parité de pouvoir d'achat (PPA) plutôt qu'aux taux de change des marchés des devises garantit la prise en compte des différences de prix entre les pays. Cependant, on ne peut affirmer catégoriquement que deux personnes dans deux pays différents qui consomment à hauteur de 1,25 dollars (ou 2 dollars) par jour convertis avec la PPA sont confrontées au même niveau de privations ou ont les mêmes besoins. En dehors des problèmes bien connus en économie lorsqu'on compare le niveau de vie d'une personne à une autre, il existe d'autres problèmes, comme les différentiels de prix entre ville et campagne, et les différences dans le nombre de calories alimentaires nécessaires en fonction du climat, dont on ignore s'ils ont été pris en compte. Une estimation peut se rapporter au revenu et l'autre à la consommation, et il est possible qu'un revenu journalier de 1,25 dollars (ou 2 dollars) permette de consommer moins qu'une dépense journalière de ce montant pour la consommation. Les ajustements qui sont souvent apportés pour convertir les estimations des revenus en estimations de la consommation peuvent également induire un biais dans les répartitions de la consommation qui en résultent. L'ampleur des activités non marchandes et la façon d'évaluer la production et la consommation non marchandes peuvent entraver la comparabilité de façon significative.

Même si les mesures de la pauvreté et des catégories de revenus utilisant des seuils internationaux de pauvreté étaient parfaites, plusieurs questions n'en resteraient pas moins sans réponse. Celle-ci par exemple : est-ce qu'une personne dont le niveau de consommation est par exemple de 4 dollars par jour dans un pays pauvre s'en sort mieux qu'une personne qui a le même niveau de consommation dans un pays riche ? Ou

est-ce qu'une personne qui vit avec 4 dollars par jour s'en sort plus mal si elle vit dans un pays où les inégalités sont importantes ?

Le coefficient de Gini permet en principe de comparer les niveaux d'inégalités entre différents pays et dans le temps, sans définir de seuil de pauvreté national ni international. Dans la pratique toutefois, il comporte d'autres problèmes de comparabilité. Ce coefficient est calculé à partir de données provenant d'enquêtes qui peuvent porter sur les revenus ou la consommation. Si on disposait avec le niveau de détail nécessaire des informations à la fois sur la consommation et sur les revenus, on pourrait attendre du coefficient de Gini qu'il montre une plus grande inégalité pour les revenus que pour la consommation. Les notes des tableaux indiquent clairement si le coefficient se fonde sur le revenu ou sur la consommation, et il est important pour les utilisateurs de garder cette distinction à l'esprit lorsqu'ils tentent de faire des comparaisons. Les répartitions cumulées de la consommation ou des revenus utilisées pour construire le coefficient se rapportent aux niveaux par habitant, et les centiles se rapportent à la population, et non pas aux ménages. En dehors des faiblesses éventuelles de qualité des données sous-

jacentes relatives à la consommation ou aux revenus, les ajustements introduits pour convertir le coefficient en répartition cumulée de la population peuvent induire des biais ou des erreurs supplémentaires dans les estimations. Mais en dépit de toutes ces imperfections, ce coefficient est très utile pour étudier les tendances des inégalités dans le temps et dans l'espace.

En dehors de la ventilation en fonction des zones urbaines et rurales pour les seuils nationaux de pauvreté, les données relatives à la pauvreté et aux inégalités du tableau 17a ne sont fournies qu'au niveau global, sans ventilation en fonction de l'âge ni du sexe. Cela est dû au fait que l'on ne dispose pas des données désagrégées sur la pauvreté dans les grandes bases de données internationales dont est tiré le tableau 17a. Cependant, les estimations de l'emploi par catégorie de revenus du tableau 17b compilées par le BIT à partir des données provenant des enquêtes nationales sont désagrégées par âge (total, jeunes et adultes, définis comme les personnes de 15 ans et +, les 15-24 ans, et les + de 25 ans respectivement) et par sexe, ce qui permet les comparaisons entre ces groupes.

Encadré 17. Nouvelles estimations du BIT sur l'emploi par catégorie de revenus

De nouvelles recherches du BIT ont permis d'avoir une image de la répartition des travailleurs du monde en développement en fonction de cinq catégories de revenus : (1) les travailleurs extrêmement pauvres (moins de 1,25 dollars par jour) ; (2) les travailleurs modérément pauvres (de 1,25 à 2 dollars par jour) ; (3) les travailleurs proches de la pauvreté (de 2 à 4 dollars par jour) ; (4) les travailleurs de la classe moyenne du monde en développement, qui sont les travailleurs qui vivent dans des ménages où la consommation par personne oscille entre 4 et 13 dollars par jour ; et (5) les travailleurs de la classe moyenne du monde développé et au-dessus, qui vivent dans les ménages dont la consommation dépasse 13 dollars par personne et par jour.

A partir des travaux antérieurs du BIT visant à produire des estimations mondiales et régionales des travailleurs pauvres, une nouvelle méthodologie a été élaborée pour produire des estimations et des projections par pays de l'emploi en fonction de cinq catégories de revenus (Kapsos et Bourmpoula, 2013). Cette méthodologie a permis de produire pour la première fois des estimations mondiales et régionales de la répartition des travailleurs par catégories de revenus, ce qui donne une nouvelle vision de l'évolution de l'emploi dans le monde en développement. L'objectif de ces travaux est de renforcer le corpus de données sur les tendances de la qualité de l'emploi et de la répartition des revenus dans le monde en développement – un résultat bienvenu au vu de la relative pénurie d'informations sur cette question, par rapport aux informations quantitatives sur l'emploi, comme les taux de participation à la main d'œuvre et les taux de chômage.

Les auteurs définissent les travailleurs qui vivent avec leur famille avec un budget de 4 à 13 dollars par jour en parité de pouvoir d'achat comme la classe moyenne du monde en développement, alors que les travailleurs qui vivent avec plus de 13 dollars sont considérés comme la classe moyenne et la classe moyenne supérieure selon la définition du monde développé. La croissance de l'emploi des classes moyennes dans le monde en développement peut apporter des avantages substantiels aux travailleurs et à leurs familles, les éléments suggérant que la classe moyenne du monde en développement est capable d'investir plus dans la santé et l'éducation et vit donc avec un niveau de santé et de productivité considérablement plus élevé que les catégories de pauvres et de personnes proches de la pauvreté. Cette situation peut être avantageuse pour l'ensemble de la société en créant un cercle vertueux d'augmentation de la productivité de l'emploi et d'accélération du développement. La montée d'une classe moyenne stable permet également de favoriser la stabilité politique car elle exige plus de responsabilité et de bonne gouvernance (voir Ravallion, 2009).

Le modèle économétrique élaboré dans ce document utilise les estimations nationales disponibles relatives à la répartition de l'emploi par catégorie de revenus provenant des enquêtes sur la main d'œuvre, en les complétant par une série plus vaste d'estimations de la répartition totale de la population par catégories à l'aide d'indicateurs clés du marché du travail, d'indicateurs macroéconomiques et démographiques. Ce modèle produit un ensemble complet d'estimations nationales et de projections de l'emploi par catégorie de revenus pour 142 pays en développement, qui servent de base à la production d'agrégats régionaux.

Source : Kapsos, S. et Bourpoula, E. (2013) : "Employment and economic class in the developing world", document de recherche n° 6, BIT.

http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms_216451.pdf